

# Gauche-Droite

## Quand avoir raison compte plus que comprendre

On accuse souvent la droite d'être naïvement optimiste face au marché et la gauche d'être naïvement optimiste face à l'État. Ce n'est pas faux. Mais le vrai problème est ailleurs : les deux camps partagent la même erreur de méthode. Ils partent d'une vision de ce que devrait être la société et cherchent ensuite les faits qui la confirment. Le résultat, c'est que les politiques publiques finissent par ressembler à des actes de foi plutôt qu'à des décisions fondées sur ce qui fonctionne réellement.



Le pragmatisme de droite, d'abord. L'argument central tient debout : des marchés compétitifs allouent les ressources plus efficacement qu'une bureaucratie centralisée, et un État qui sur-réglemente finit par décourager l'initiative et l'investissement. Ces principes ont des bases empiriques solides. L'Irlande des années 1990, qui a misé sur des taux d'imposition faibles pour les entreprises et une main-d'oeuvre qualifiée, est passée de l'un des pays les plus pauvres d'Europe occidentale à l'un des plus prospères en moins de deux décennies.

Mais ce même pragmatisme a un angle mort majeur : il sous-estime systématiquement les externalités, c'est-à-dire les coûts que les acteurs économiques font peser sur d'autres sans les assumer eux-mêmes. La crise financière de 2008 en est l'illustration la plus coûteuse de mémoire récente. La déréglementation des marchés hypothécaires américains à partir des années 1990, présentée comme une libération de la créativité financière, a produit une bulle spéculative dont l'effondrement a effacé des milliers de milliards de dollars de richesse mondiale et détruit des millions d'emplois. Certains objectent que la responsabilité incombe en partie à l'État : la Fed maintenait des taux trop bas trop longtemps, et des politiques publiques encourageaient les banques à prêter à des ménages insolubles. C'est exact. Mais cette objection renforce la thèse plutôt qu'elle ne la contredit : si ni la déréglementation privée ni la politique publique mal calibrée ne se sont corrigées avant l'effondrement, c'est précisément parce que les deux opéraient sous le même postulat que le système se régulerait de lui-même. Le profit a été privatisé, la perte socialisée, et personne n'avait intérêt à interrompre la fête. Affirmer que les marchés se régulent d'eux-mêmes en ignorant cet épisode, c'est du dogmatisme, pas du pragmatisme.

Le droit à polluer fonctionne sur le même principe. Une entreprise qui externalise ses coûts environnementaux ne crée pas de richesse nette, elle la déplace dans le temps et vers des acteurs qui n'ont pas participé à la décision. Les marchés du carbone, ironiquement, sont une invention libérale : ils consistent à mettre un prix sur ce qui en était privé, pour que le marché puisse fonctionner correctement. On a souvent cité l'échec initial du marché européen du carbone, dont le prix plancher trop bas n'a pas changé les comportements pendant des années, comme preuve que le mécanisme ne fonctionne pas. Mais un prix mal calibré est un argument pour mieux concevoir l'instrument, pas pour l'abandonner. Le prix plancher fédéral canadien sur le carbone est précisément la correction de ce défaut de conception. Refuser tout mécanisme de tarification au nom du libre marché, c'est défendre non pas le marché, mais le droit d'utiliser gratuitement un bien commun.

La gauche n'est pas plus à l'abri de ses propres illusions. L'État peut corriger des inégalités que le marché produit mécaniquement, financer des biens collectifs comme l'éducation et la santé qui seraient sous-produits par des acteurs privés laissés à eux-mêmes, et protéger les personnes que les cycles économiques broient. Ce sont des fonctions légitimes et bien documentées. Mais croire que la dépense publique peut croître sans contrainte budgétaire, c'est ignorer que la dette a un coût réel et que ce coût finit toujours par se matérialiser.

La crise grecque de 2010 en est l'exemple le plus brutal. On objecte parfois que la Grèce est un cas trop particulier pour servir de leçon générale : corruption institutionnelle profonde, appartenance à une zone monétaire inadaptée, absence de capacité à dévaluer. Ces facteurs aggravants sont réels. Mais le problème de soutenabilité existait indépendamment de l'euro. Des pays hors zone monétaire unique, comme le Venezuela ou l'Argentine, ont suivi des trajectoires similaires pour des raisons structurellement comparables : déficits chroniques, érosion de la capacité fiscale, dépense publique découplée de la base productive. Ce que la Grèce illustre n'est pas une anomalie liée à sa géographie monétaire, c'est la mécanique normale d'une crise de dette souveraine : plus on attend, moins on choisit. Les coupes imposées par la suite ont frappé exactement les services que la gauche entendait protéger, hôpitaux, retraites, services sociaux. L'intention progressiste ne vaut rien si elle ne s'accompagne pas d'une gestion qui préserve la marge de manoeuvre pour la tenir dans la durée.

Le même problème de méthode se retrouve sur l'immigration. La droite tend à cadrer la question uniquement en termes de pression sur les services publics et de cohésion culturelle. La gauche tend à la cadrer uniquement en termes d'apport économique et d'impératif moral. Les deux ont des données pour les appuyer. Des études de l'OCDE montrent que les immigrants contribuent positivement aux économies d'accueil à moyen terme, notamment en comblant des pénuries de main-d'oeuvre dans des secteurs clés et en contribuant aux systèmes de retraite. D'autres analyses montrent que les effets sur les salaires des travailleurs peu qualifiés dans les secteurs directement concurrencés peuvent être négatifs à court terme, et que les coûts d'intégration sont réels et concentrés dans certaines municipalités plutôt qu'uniformément répartis. La réponse raisonnable n'est pas de choisir l'un de ces tableaux et d'ignorer l'autre. C'est de construire des politiques d'accueil, d'intégration et de marché du travail qui maximisent les bénéfices et atténuent les tensions, ce qui demande des ressources, de la planification et une honnêteté sur les limites de capacité d'accueil à court terme.

Sur l'environnement, le même refus du compromis coûte cher dans les deux sens. La droite qui refuse d'intégrer le coût réel des émissions de carbone dans les prix fait peser sur les générations futures une facture que les entreprises actuelles n'ont pas à payer. La gauche qui traite toute transition énergétique comme urgente au point de vouloir éliminer les sources pilotables trop rapidement ignore que la stabilité du réseau ne se décrète pas. L'Allemagne l'a appris après 2011 : sa décision d'abandonner le nucléaire précipitamment après Fukushima l'a forcée à prolonger l'exploitation de centrales à charbon, et la part du charbon dans son mix électrique a effectivement augmenté entre 2011 et 2016 avant de redescendre. On peut arguer que le bilan à long terme reste positif grâce à l'expansion des renouvelables. Mais le coût carbone de cette décennie de prolongation est réel et non récupérable. Une politique climatique sérieuse ne peut pas se permettre des séquences où la cohérence symbolique produit des résultats inverses à ceux recherchés.

Ce que tous ces exemples ont en commun, c'est que les solutions les plus durables émergent quand on pose la question différemment. Pas "est-ce que l'État ou le marché devrait s'en occuper?" mais "quels mécanismes produisent les résultats voulus dans ce contexte précis, et à quelles conditions?" C'est une question plus difficile. Elle ne donne pas de réponse idéologique prête à l'emploi. Elle oblige à regarder les données, à tester des hypothèses, à accepter que des choses qu'on voulait croire vraies ne le sont pas.

Cela n'a rien à voir avec un centrisme mou qui consisterait à prendre la moyenne arithmétique entre deux positions et à appeler ça de la sagesse. Le centre pour le centre est aussi une posture idéologique, et une particulièrement peu honnête, parce qu'elle se présente comme une absence d'idéologie. Dire que "les deux extrêmes ont tort" n'est pas une analyse, c'est un brevet de modération qu'on se décerne soi-même. Ce qui est défendu ici, c'est autre chose : une discipline intellectuelle qui accepte que les faits ne s'organisent pas toujours selon les préférences politiques, et qui est prête à remettre en question ses propres postulats quand les preuves l'exigent.

Le débat gauche-droite a encore du sens. Pas parce que l'une des deux visions serait juste dans l'absolu, mais parce qu'il exprime une tension réelle entre des valeurs légitimes que toute société doit arbitrer : jusqu'où accepte-t-on les inégalités au nom de l'efficacité économique, quelle part de risque individuel est raisonnable de transférer à la collectivité, comment peser les intérêts du présent contre ceux de l'avenir? Ces questions n'ont pas de réponse purement empirique. Elles exigent des choix de société. Mais même ces choix sont mieux posés quand ils s'appuient sur une compréhension honnête des compromis en jeu, plutôt que sur des récits qui font croire qu'on peut avoir tout sans rien concéder.

Ce qui empêche ce travail, ce n'est pas le désaccord. Le désaccord est sain et nécessaire. Ce qui l'empêche, c'est la certitude : la conviction que la réalité est déjà connue, que les faits contraires sont des mensonges ou de la mauvaise foi, et que gagner le débat importe plus qu'avoir raison. Cette certitude n'est pas un privilège de la droite ou de la gauche. Elle est également distribuée, et également destructrice.

Louis-Martin Carrière